

CINQUIÈME PARTIE: PATRONAT PUISSANT - PROLÉTARIAT DÉARMÉ:

L'Est me revenait à l'esprit. Cette région si industrielle, placée entre les souvenirs d'un passé meurtrier venant exaspérer un patriotisme en déclin, et les besoins créés par le développement prodigieux d'un industrialisme envahissant. Les Vosges encombrées de tisseurs que la propagande syndicale n'a pu galvaniser pour en faire surgir un mouvement profond et vivace. A l'abri des haines de l'ennemi, s'est constituée une bourgeoisie dont la puissance est colossale. En face d'elle se dessine une vague action syndicale marquée par quelques révoltes, au lendemain desquelles reparaît un calme profond. Ça été les grèves d'Etival, de Fraize-Plainfaing, de Raon. Ont-elles jeté parmi la population vosgienne des éléments de propagande et d'action? C'est douteux. Car depuis c'est le silence complet. Cette population est la seule de ce pays qui très développée industriellement n'ait jamais eu des rapports intimes et directs avec le mouvement confédéral. La Fédération nationale textile a bien des ramifications dans ce département, mais trop floue, trop hésitante, elle ne parviendra pas à communiquer a une région où tout est à créer, une impulsion qui ferait des Vosges une contrée de lutte et un foyer voyage révolutionnaire d'agitation. Il faut reconnaître que ce coin du pays a toujours été pauvre de militants. Les quelques camarades qui se sont révélés des lutteurs se débattant dans un milieu foncièrement hostile, ont manqué d'appui, d'où l'obligation pour eux de se taire ou de s'éloigner. Les hommes qui ont exercé une action réelle ne l'ont pu que grâce à une indépendance matérielle et puis parce qu'ils se livraient à cette propagande dépourvue de tout idéal, de tout élan qui est le propre du syndicalisme légalitaire pratiqué sous l'oeil bienveillant du gouvernement et dont celui-ci vante à tout instant le mérite et la vertu.

A côté on rencontre un centre encore plus important au point de vue industriel: la Meurthe-et-Moselle. Ce département, par ses richesses naturelles en minerais sera demain le maître de la production métallurgiste, c'est dire l'intérêt qu'il y a pour le mouvement ouvrier à ce qu'un fort mouvement syndical s'y établisse. Pour cela, tout est à faire. Des organisations qui donnèrent naissance au grand mouvement gréviste de 1905, il ne reste rien. La lutte s'y poursuivit, énergique de la part des ouvriers, tenace de la part du patronat. Celui-ci triompha. Il avait pour lui la puissance économique et la puissance politique. Ministres, fonctionnaires, magistrats, parlementaires étaient à sa discrétion. Il avait aussi pour lui l'inexpérience des travailleurs et la maladresse de certains militants. Ces derniers portent une large part de responsabilité. L'un deux n'estimait-il pas que le fait d'uriner le long d'un mur, acte pour lequel on encourt une contravention, rentrait dans le cadre de l'action syndicale.

L'*Union fédérale de la métallurgie* s'était attachée il y a plusieurs années, à fortifier le groupement syndical dans cette région, elle avait en 1905 décidé la création d'un secrétariat régional siégeant à Nancy. C'est à ce moment que s'accroît la débâcle. Moins de deux ans après, le mouvement qui comptait pour la Métallurgie, en dehors de Nancy, 3.000 syndiqués environ, n'en comprend plus une centaine. Devant ce résultat, la Fédération métallurgiste supprima le bureau régional. Depuis elle a fait de légères tentatives, qui ont avorté. Il est vrai que cette organisation s'attachait à servir de terrain de manoeuvre pour des volte-faces et des cabrioles et que retenue par cette "gymnastique" spéciale elle ne pouvait s'adonner à une manoeuvre de reconstitution et de relèvement.

Maintenant que l'unité fédérale dans la métallurgie est un fait accompli, il y a lieu d'escompter des essais sérieux en vue de reformer un mouvement syndical dans tout le bassin de Longwy. On peut même dire que le développement fédéral est lié à ces essais. Plus bas, en Franche-Comté, en passant par Belfort, la vie syndicale est peu développée et cependant la puissance industrielle y est considérable. Sauf quelques mouvements parmi les horlogers de Besançon, cette région n'a vu aucun conflit depuis celui de 1899. C'est ce conflit qui vit la tentative d'exode vers Paris commencée par les grévistes des usines Japy, exode qui fut arrêté peu de temps après.

Et cependant, ce coin de l'Est possède une grande activité industrielle; à Belfort s'y heurtent des milliers de tisseurs dont l'action est nulle; dans le Doubs, il y a les importantes usines Japy comprenant plusieurs milliers d'ouvriers qui, a eux seuls, seraient en mesure de former un mouvement puissant, véritable entraîneur pour les autres centres de métallurgie comme Fraisans et pour les autres corporations. Son influence pourrait se répercuter parmi les ouvriers en métaux, si nombreux dans la Haute-Marne où, pour ces catégories de travailleurs, tout est à faire. Elle irait se répercuter jusqu'à la Côte-d'Or, ce département riche en vignoble mais si pauvre en activité ouvrière. Dijon qui commande ce département, comte un prolétariat nombreux. Mais à quoi sert d'être nombreux si nulle action n'en résulte!

Là une municipalité socialiste siègea à l'Hôtel de Ville pendant quatre ans! Qui oserait affirmer qu'il s'en est suivi une extension du mouvement syndical? Il semble que l'organisation syndicale est sortie plus affaiblie de l'aventure électorale.

Le jour où, dans l'Est, allant de la Meurthe-et-Moselle au département du Doubs pour revenir sur l'Aube et sur la Côte-d'Or, existera un fort mouvement ouvrier avec ses centres: Nancy, Belfort, Besançon, Troyes, Chaumont et Dijon, un grand progrès sera réalisé. Nancy, il y a deux ans, avait revêtu un caractère intéressant, un réveil ouvrier s'était manifesté. Par elle, il devenait possible de rappeler à la vie syndicale les bassins miniers et les centres métallurgistes lorrains. Mais le lendemain a été pénible. Un affaissement est survenu qui a pris des proportions inquiétantes. Il est dû à des procédés étrangers à l'action syndicale et dont on a usé sous son couvert. Sous le cri: «*Pas de politique*», se cachaient des préoccupations frisant le chantage électoral. Aujourd'hui, dans cette ville, la besogne est à recommencer.

Les ouvriers de la chaussure, qui sont l'âme de ce relèvement, voient en cette qualité croître leurs difficultés par suite d'une lutte constante qu'il leur faut exercer sur le terrain corporatif. Si le syndicat de la chaussure disparaissait ou perdait ses meilleurs militants, le patronat serait rassuré pour une certaine période.

Victor GRIFFUELHES.
